

Sabine LECLERCQ
vice-président, juge des libertés et de la
détenation

N°RG : N° RG 20/01324 -
N° Portalis DBYB-W-B7E-M4ET

Minute n° : 20/01025

Nous Sabine LECLERCQ, Vice-président au tribunal judiciaire de Montpellier, Juge des libertés et de la détenation assistée de Julie SCHMITT, greffier,

Vu les articles L3211-1 et suivants et R 3211-1 et suivants du code de la santé publique,

Vu la décision de réadmission en soins psychiatriques contraints prise par le directeur de l'hôpital de Montpellier en date du 18 novembre 2020,

concernant : **Monsieur**
né le 08 Avril 1996 à DUBLIN (IRLANDE)
64 avenue de l'école de l'agriculture
34000 MONTPELLIER

Vu la saisine en date du 25 Novembre 2020 de **M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE** et les pièces jointes à la saisine,

Vu les avis d'audience adressés le 25 Novembre 2020 à :

- **Monsieur le Procureur de la République**
- **M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE**
- **Monsieur**
- **Monsieur**

Vu l'avis de monsieur le Procureur de la République en date du 26 Novembre 2020,

Après avoir entendu à l'audience du 27 Novembre 2020, dans les locaux spécialement aménagés de l'hôpital, **Monsieur** assisté de Me Zohra TAKROUNI, avocat désigné d'office,

Vu les observations présentées oralement et par écrit par Me Zohra TAKROUNI, qui a déposé des conclusions visées par le greffier,

L'avocat de l'intéressé a consulté la procédure et s'est entretenu librement avec **Monsieur**

L'intéressé a été informé qu'il peut lui-même consulter la procédure.

L'intéressé déclare : je suis pour la sortie le plus tôt possible. Je viens d'emménager dans un appartement. C'est la première fois que je vis seul. Je veux m'habituer à vivre seul chez moi. Mon état de santé est bien, je suis en forme. Ce qui est dit sur les stupéfiants est vrai. Le médecin ne m'a pas parlé de la durée d'hospitalisation.

Entendu le conseil de l'intéressé en ses observations :
L'avocate soutient ses conclusions.

Sur le fond, l'état de santé de Monsieur s'est amélioré. On nous explique pas qu'il y a une rupture de soins. On nous dit qu'il n'a pas d'hallucinations ni de propos délirants. Je crois que c'est la consommation de toxiques qui a fait qu'il a été réadmis. S'il n'avait pas consommé, il n'aurait pas été réadmis. Il a mis une alarme pour prendre ses médicaments. Il est suivi à l'extérieur par le docteur CAPDEVIEILLE et par une infirmière qui vient une fois par mois. Il consent aux soins et est d'accord pour prendre le traitement. Son papa est actuellement à Montpellier. Il est entouré. Vous pouvez lever la mesure d'hospitalisation.

La décision est mise en délibéré au 27 novembre 2020 dans l'après-midi.

MOTIFS DE LA DÉCISION

Attendu que l'article L3211-11 du code de la santé publique dispose : "Le psychiatre qui participe à la prise en charge du patient peut proposer à tout moment de modifier la forme de la prise en charge mentionnée à l'article L. 3211-2-1 pour tenir compte de l'évolution de l'état de la personne. Il établit en ce sens un certificat médical circonstancié.

Le psychiatre qui participe à la prise en charge du patient transmet immédiatement au directeur de l'établissement d'accueil un certificat médical circonstancié proposant une hospitalisation complète lorsqu'il constate que la prise en charge de la personne décidée sous une autre forme ne permet plus, notamment du fait du comportement de la personne, de dispenser les soins nécessaires à son état. Lorsqu'il ne peut être procédé à l'examen du patient, il transmet un avis établi sur la base du dossier médical de la personne." ;

Attendu en l'espèce que **Monsieur** ;, entré en soins psychiatriques sans consentement depuis le 04/11/2020, a fait l'objet d'une réintégration en hospitalisation complète le 18/11/2020, au vu du certificat médical du Dr M. HELLOUIN DE MENIBUS du 18/11/2020, proposant la modification de la forme de la prise en charge ;

qu'il ne ressort d'aucune pièce du dossier que le Dr M. HELLOUIN DE MENIBUS, psychiatre, auteur de ce certificat, ait participé à la prise en charge du malade lors de la première période d'hospitalisation ; qu'il n'apparaît pas non plus qu'un contact ait été pris, avant la réintégration, avec le psychiatre participant à la prise en charge du malade ou que le dossier hospitalier de ce dernier ait été consulté ;

que la réhospitalisation de **Monsieur** ; sur la base de ce certificat est donc irrégulière au regard des dispositions de l'article L. 3211-11 du code de la santé publique ;

que **Monsieur** est dans ces conditions fondé à se plaindre que la proposition de réadmission ait émané d'un médecin qui ne connaît pas sa problématique de santé et l'historique de son suivi ;

qu'il convient en conséquence de donner main-levée de la mesure d'hospitalisation complète ;

que la main-levée toutefois, au vu des éléments médicaux à la procédure, sera différée d'une durée maximale de 24 heures à compter de la notification de l'ordonnance, par application des dispositions de l'article L. 3211-12-1.III du code de la santé publique, pour permettre à l'établissement de prendre le cas échéant un programme de soins ;

EN CONSEQUENCE

Statuant publiquement et en premier ressort,

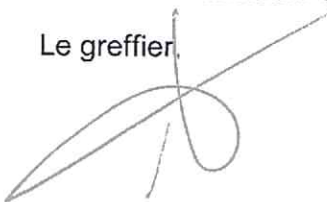
Rejetons la demande de maintien en hospitalisation complète formulée par M. LE DIRECTEUR DU CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE à l'égard de Monsieur et ORDONNONS la mainlevée de la mesure d'hospitalisation complète dans un délai maximal de 24 heures (art L3211-12 III du Code la santé publique) ;

Rappelons que le Procureur de la République dispose d'un délai de 6 heures à compter de la notification pour faire appel de la décision de la mainlevée ;

Rappelons qu'appel peut être interjeté de cette décision dans un délai de dix jours de sa notification, par déclaration écrite motivée transmise par tout moyen au greffe de la cour d'appel.

Ainsi rendue le 27 Novembre 2020 par Sabine LECLERCQ, Vice-président, juge des libertés et de la détention assistée de Julie SCHMITT, greffier qui l'ont signée.

Le greffier,



Le juge des libertés et de la détention

